



Présence Internationale

Rue Lt. Freddy Wampach 23
1200 Bruxelles
Email: info@pbi-belgium.org
<https://pbi-belgium.org/>
BNP Fortis: BE07 0011 0164 5366

BELGIQUE-BELGIE
P. P.
4800 VERVIERS 1
P 001436



N° 126

Ed. resp. : M. Vasic, Rue Lt. Freddy Wampach 23, 1200 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 15 euros - Cotisation de membre effectif : 20 euros

Editorial

En cette période de contestation généralisée, en particulier en France et en Belgique francophone, avec ceux qui s'appellent les « gilets jaunes », difficile de ne pas évoquer les méthodes plutôt radicales que quelques têtes brûlées emploient pour faire connaître leur ras-le-bol et faire plier les autorités. Si nous n'avons aucune intention de remettre en question le bien-fondé de leurs revendications et la légitimité de leur lutte sociale, il nous est permis de relever l'une ou l'autre dérive dans leur manière d'agir, quand certains remplacent la discussion par la clameur, la contradiction par le blocage ou l'argumentation par le vandalisme. Certes, le désespoir peut expliquer certaines attitudes irréfléchies ou actions déplacées mais il ne peut en aucun cas les justifier.

En tant qu'adeptes de la non-violence, non seulement nous aurons toujours du mal à admettre la brutalité, mais encore nous voudrions toujours privilégier le dialogue. Cette méthode exige assurément plus de patience et de concertation mais s'avère plus productive à moyen et long terme, car elle vise à maintenir des relations correctes entre les parties en conflit tout en cherchant à éviter la rupture définitive ou la soumission de l'un par l'autre. Elle nous semble en tout cas correspondre davantage à notre dignité humaine. Dans le contexte de colère sociale ambiante, il était assez réconfortant de constater, début décembre, à Bruxelles, que des dizaines de milliers de personnes pouvaient encore manifester ensemble pacifiquement pour une cause tout aussi noble, en l'occurrence le climat, quelle que soit leur appartenance politique, philosophique ou autre.

Comme les autres fois, le présent bulletin fournit des informations sur différents sujets en rapport avec le travail de PBI dans l'un ou l'autre pays où notre organisation maintient des équipes d'observateurs internationaux. En particulier, nous attirons votre attention, d'une part, sur l'article qui tente de faire le point sur la situation générale des droits humains au Guatemala, et, d'autre part, sur l'affaire Santiago Uribe Vélez, dont est indirectement victime l'avocat Daniel Prado, de passage à Bruxelles il y a peu. Par ailleurs, nous avons également le plaisir de vous livrer deux articles en néerlandais : l'un consiste dans le témoignage d'une future volontaire sur sa récente participation à une semaine de formation en Espagne avec le Projet Colombie ; l'autre porte sur la rencontre que PBI a organisée en septembre dernier, à Bruxelles, avec des défenseurs du monde entier, à l'occasion du vingtième anniversaire de la Déclaration sur les défenseurs des droits humains. Nous vous en souhaitons une agréable lecture et, à l'approche de l'an neuf, tout en vous remerciant pour votre soutien, nous vous adressons nos meilleurs vœux.

Dans ce numéro...

Guatemala

Situation des droits humains

Page 2

Condamnation de Bernardo Caal Xol

Page 3

Colombie

L'affaire Santiago Uribe Vélez et « les 12 Apôtres »

Page 4

Kenya

Interview de Stephen Mwangi, représentant de MSJC

Page 6

In de beweging

Dagboek van een Brigadista in spé

Page 7

Verslag 20-jarig bestaan van de VN-verklaring over mensenrechtenverdedigers

Page 8



PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation internationale impartiale et indépendante de tout gouvernement, toute tendance politique ou croyance religieuse. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL organise une présence internationale dans les zones de conflit armé à la demande d'associations locales menacées afin de sauvegarder l'espace nécessaire à l'action de la population civile en faveur d'un dialogue et d'une résolution non violente des conflits. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL est une organisation officiellement reconnue par les Nations Unies.

Guatemala

Situation des droits humains

Deux ex-présidents, plusieurs ex-ministres et de nombreux hauts fonctionnaires publics attendent en prison le résultat de leur procès. Le président actuel Jimmy Morales fait l'objet d'accusations pour corruption et financement illégal. Si des signes de régression se font jour dans le domaine judiciaire, de fortes menaces pèsent aussi sur l'Etat de droit guatémaltèque, en particulier dans trois domaines : les défenseurs des droits humains, les initiatives législatives ainsi que la lutte contre l'impunité et la corruption. Cela sans parler de la situation de pauvreté qui touche 83 % de la population.

Au Guatemala, 22 ans après la signature des accords de paix, la structure sociale et le contexte économique en place lorsque le conflit armé interne a été déclenché, perdurent aujourd'hui. 83 % de la population vit encore en situation de pauvreté, 46,5 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique, ce qui menace leur santé et leur espérance de vie. La plantation de palme africaine a occupé 80% de terres de

celle du sucre a doublé dans le même temps selon les statistiques de l'Institut National de Statistique. Cela a fait en sorte que la production des haricots, aliment central dans la nutrition guatémaltèque, a diminué de 70% en seulement un an. Aujourd'hui, le coefficient GINI, qui mesure les inégalités dans une société, est un des plus élevés au monde avec l'index 0.63%.

Il y a aussi un très haut niveau de criminalité. L'impunité dépasse les 80% et est presque de 100% en ce qui concerne les attaques contre des défenseurs des droits humains. La corruption est endémique.

Quelques progrès ont toutefois été notés en matière de droits civils et politiques. Grâce à l'engagement de personnes, des communautés, des organisations et des collectifs dans la défense des droits humains, le silence des années 80 et 90 est fini. Quelques améliorations ont été apportées dans le système judiciaire et au sein de l'administration de la justice. Des jugements ont été prononcés pour crimes contre l'humanité commis par les gouvernements et l'armée pendant le conflit interne.

Défenseurs des droits humains

Au cours des dernières années, le nombre des menaces et attaques contre les défenseurs des droits humains a augmenté et leur violence s'est aggravée. Les défenseurs des droits économiques, sociaux, culturels et de l'environnement sont les plus concernés, mais les personnes qui défendent le droit à la vérité, à la mémoire historique, à la réparation intégrale et à l'accès à la justice sont aussi fortement mises à mal. A ce jour, déjà 23 défenseurs des droits humains ont été tués cette

année. La majorité de ces personnes défendaient leur terre, l'environnement et les ressources naturelles. Parmi les 135 agressions perpétrées entre janvier et juin 2018 contre des défenseurs, 76 relevaient de la criminalisation, c'est-à-dire presque 60%.

Au cours de l'été 2018, à l'occasion de ses missions d'accompagnement, PBI a déclenché des alertes pour trois organisations du fait de menaces de mort par téléphone, de tirs d'armes à feu sur les voitures des défenseurs et de tirs autour de leurs maisons. Les trois organisations concernées travaillent sur les droits économiques, sociaux et culturels.

L'actuel état de crise nationale se traduit également par une forte présence militaire et policière dans la capitale et dans certains départements. Des organisations pour les droits humains ont dénoncé la présence de militaires et d'un nombre excessif de policiers autour de leurs bureaux et aussi autour des manifestations de protestation contre ces mesures.

Le risque d'attaque contre ceux qui luttent contre l'impunité, contre la corruption et contre un système économique injuste s'accroît chaque jour. Ceux qui défendent un véritable modèle démocratique et l'Etat de droit sont très exposés.

Initiatives législatives

Parallèlement, il y a aussi des projets de lois qui menacent l'espace d'action de la société civile et qui ont tendance à vouloir limiter les droits et libertés fondamentaux. Parmi ceux-ci, il y a le projet de loi 5257 (réforme de la loi sur les organisations non gouvernementales) qui cherche à mettre sous contrôle les ONGs nationales et internationales et à limiter leur espace d'actions en excluant, par exemple, le droit de défendre les droits humains. D'autres projets de loi en débat, susceptibles de menacer les espaces de résolution pacifique de conflits, sont le projet visant à réglementer la consultation des peuples indigènes (initiative développée sans une participation reconnue de ces peuples indigènes), l'initiative de loi anti-maras, qui compare, par exemple, les manifestations de 2017 avec des actes terroristes, ainsi qu'une initiative d'amnistie pour les crimes de guerre.



Le président Jimmy Morales



Plusieurs rapporteurs spéciaux des Nations Unies ont envoyé des messages exprimant leur inquiétude au sujet des formulations très ambiguës de ces projets, qui pourraient permettre des abus.

Lutte contre l'impunité, la corruption et la CICIG

Depuis 2015, les groupes touchés par la lutte contre l'impunité et la corruption ont d'abord essayé d'"enlever l'eau au poisson". Ils ont attaqué les alliés de la CICIG, un par un : la Coordinatrice Résidente des Nations Unies, le directeur du Bureau des Nations Unies pour les droits humains, le Procureur des Droits de l'Homme, l'ambassadeur des Etats-Unis. Ils ont proféré des menaces de mort contre le Procureur Général

précédent, désormais en exil. En mai de cette année, le gouvernement de Jimmy Morales a demandé au gouvernement suédois de retirer son ambassadeur (la Suède est le principal donateur de la CICIG). Après l'essai manqué, il y a un an, de déclarer persona non grata le directeur de la CICIG Ivan Velasquez, le président Jimmy Morales vient de passer une nouvelle fois à la confrontation directe, en déclarant qu'il ne va pas renouveler le mandat de la CICIG en 2019 et en interdisant la rentrée d'Ivan Velasquez au Guatemala. La Cour Constitutionnelle a considéré cette décision comme illégale, laissant la situation dans une impasse, extrêmement volatile et dangereuse.

Kerstin Reemtsma

Guatemala

Condamnation de Bernardo Caal Xol

Le 9 novembre dernier, le défenseur de l'environnement et porte-parole de la Résistance pacifique de Cahabón, Bernardo Caal Xol, a été condamné à 7 ans et 4 mois de prison pour détention illégale aggravée et vol qualifié par le tribunal pénal de première instance d'Alta Verapaz. Pour les organisations guatémaltèques de défense des droits humains, cette condamnation représente un exemple précis de criminalisation des défenseurs de l'environnement.



Le défenseur de l'environnement Bernardo Caal Xol

Bernardo Caal Xol, une figure emblématique de la Résistance pacifique de Cahabón

La Resistencia Pacifica de Cahabón est un collectif composé de 38 communautés du municpe de Cahabón qui a vu le jour en 2015. Ces communautés se sont regroupées afin de protester contre la construction de sept barrages hydroélectriques sur leur territoire, le long de la rivière Cahabón, qui appartenait déjà à leurs ancêtres, les Q'eqchi'Maya, il y a plus de 10 siècles.

Bernardo, en détention préventive depuis janvier 2018, dénonçait, avec la résistance, le fait que la construction de ces barrages hydroélectriques, menée par OXEC SA, qui appartient au groupe Energy Resources Capital Corp (ERCC), perturbe gravement l'écosystème fluvial, détruit les habitats et modifie sensiblement la composition de l'eau, notamment, sa température et son degré d'oxygénation.

Pour remédier à ce problème, la résistance a mené, en août 2017, une consultation de bonne foi auprès de 26 537 participants quant à la présence de cette entreprise hydroélectrique sur leur territoire. Les résultats sont incontestables : 26 526 des participants ont rejeté la présence de celle-ci sur leur territoire et seulement 11 participants ont voté en faveur de son maintien.

PBI présent aux côtés de la résistance et de Bernardo Caal Xol

PBI, qui accompagne la résistance depuis juillet 2017, a fourni un appui en matière de sécurité lors de la consultation de bonne foi à laquelle ont pris part les 195 communautés de la rivière Cahabón. Actuellement, les autorités locales et les Conseils de Développement Communautaires (COCODES) de ces 195 communautés exigent la révocation des licences accordées à OXEC pour avoir été acquises sans consultation de bonne foi, conformément aux dispositions de la Convention 169 de l'OIT.

Début novembre, un membre de la résistance a rendu visite à PBI-Suisse, dans ses bureaux à Genève. Il a tenu à remercier PBI pour son travail d'accompagnement. En effet, selon ce dernier, « les membres de sa communauté ont rapidement eu confiance en PBI et se sont sentis plus en sécurité. PBI a également fourni un appui juridique précieux en aidant les communautés à s'appuyer sur des documents officiels, notamment de l'OIT, pour revendiquer leurs droits. »

Les volontaires de PBI ont régulièrement rendu visite à Bernardo Caal Xol durant sa détention préventive et ont accompagné ce dernier lors de son procès.

Article de PBI-Suisse



Colombie

L'affaire Santiago Uribe Vélez et les « 12 Apôtres »

Daniel Prado Albarracín est un avocat défenseur des droits humains reconnu en Colombie. En collaboration avec la Commission interecclésiastique colombienne de Justice et Paix, que PBI accompagne depuis 1994, il représente actuellement les victimes dans une affaire emblématique qui voit accusé Santiago Uribe, frère de l'ancien président et actuel sénateur Alvaro Uribe Vélez, pour sa responsabilité dans la formation du groupe paramilitaire " les 12 Apôtres" à Antioquia. Comme la pression et le harcèlement se sont intensifiés sur l'avocat colombien au fil du temps, Daniel Prado vient de faire une tournée européenne pour susciter le soutien et la solidarité de la communauté internationale. Il était dernièrement de passage à Bruxelles.



L'avocat Daniel Prado Albarracín en compagnie d'une volontaire de PBI

Parmi les cas de défenseurs des droits humains en danger qui préoccupent ces derniers temps l'organisation PBI en Colombie se trouve celui de l'avocat Daniel Prado Albarracín, affilié à la Commission interecclésiastique de Justice et Paix (CIJP), en lien avec l'enquête visant à clarifier la création, les activités et le soutien économique et politique du groupe paramilitaire appelé les "12 Apôtres", qui aurait perpétré une série de meurtres et de disparitions forcées dans le nord d'Antioquia entre les années 1988 et 1997. Le processus pénal en cours, dont le principal accusé en tant que fondateur présumé du groupe paramilitaire est Santiago Uribe Vélez, frère de l'ancien président et actuel sénateur Álvaro Uribe Vélez, est dans sa phase finale, et la dernière phase est attendue à partir de janvier 2019.

Si PBI se félicite des avancées dans les procédures judiciaires relatives aux crimes commis par les "12 Apôtres", notre organisation n'en exprime pas moins son inquiétude à propos de la persistance de menaces et d'intimidations à l'encontre de l'avocat des victimes Daniel Prado Albarracín et des témoins de l'affaire. D'ailleurs, en raison de la gravité et de l'urgence de la situation actuelle, la Commission interaméricaine des Droits de l'Homme a pris des mesures de protection spéciales en novembre 2017.

Contexte d'impunité

Le bureau du Procureur Général a assuré en 2016 que l'impunité des meurtres et des disparitions forcées des "12 Apôtres" était dû à une omerta qu'il a seulement été possible de briser près de 20 ans après les événements. Ainsi, 99 % des crimes considérés comme crimes contre l'humanité de ce groupe paramilitaire continueraient de bénéficier de l'impunité.

Dans la zone d'influence des «12 Apôtres», au nord d'Antioquia et du Bajo Cauca, se trouve situé le domaine phare de la famille Uribe Vélez, le ranch La Carolina, qui constitue un élément clé de l'enquête sur l'éleveur de bétail Santiago Uribe. Quant au meurtre en 1996 de huit agents du CTI qui ont osé enquêter sur l'alliance entre militaires, propriétaires terriens et paramilitaires actifs à Antioquia, il n'est qu'un des exemples de la difficulté que les autorités ont eue à rechercher la vérité au moment des faits incriminés. Beaucoup de témoins n'ont osé déposer que sous l'anonymat, et ont été assassinés au cours des années ou sont aujourd'hui exilés. A cette époque, les dossiers judiciaires ont été classés.

C'est seulement avec l'apparition d'un nouveau témoin en 2010 que le processus pénal a été rouvert. Dans le même temps la pression exercée sur les témoins et leurs proches a commencé à s'intensifier de telle façon que le Procureur Général de la Nation avait inclus dans l'ordre de détention à l'encontre de l'accusé, une mention indiquant : « Il existe des preuves d'intervention de Santiago Uribe Vélez, par personnes interposées, pour contrôler les résultats des enquêtes criminelles concernant d'autres membres de l'organisation armée et comme stratégie pour garantir leur silence. Il y a une concertation (...) pour favoriser les intérêts de Santiago Uribe Vélez et détourner l'enquête. » Cette déclaration a coïncidé avec le soutien apporté en 2016 par le bureau du Procureur Général de la Nation, dirigé à l'époque par l'ancien Procureur Général Alejandro Ordóñez Maldonado, lorsqu'il a demandé la libération de l'accusé Santiago Uribe Vélez, considérant que "avec son arrestation, ses droits fondamentaux ont été violés".

En juin 2017, après plusieurs mois d'étude de l'appel présenté par la défense de Santiago Uribe Vélez, la Sous-Procureur Générale María Paulina Riveros a rejeté cet appel et a confirmé son inculpation pour ses liens présumés avec le groupe paramilitaire «12 Apôtres». Elle a aussi confirmé la décision prise par un Procureur Adjoint devant la Cour suprême de Justice de "l'accuser formellement pour les crimes d'homicide et de complot en vue de commettre un crime" et a établi que c'était à un tribunal de déterminer si Santiago Uribe Vélez a joué un rôle déterminant dans cette structure paramilitaire. Suite à cette décision il n'y a plus de recours possible, la culpabilité de Santiago Uribe Vélez devra être prouvée devant un juge, Uribe Vélez étant passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à 30 ans.



Progrès de la procédure

Santiago Uribe Vélez a fait l'objet d'une enquête à deux reprises pour son rôle au sein du groupe paramilitaire et sa responsabilité dans la mort d'un chauffeur de bus, Camilo Barrientos, assassiné à Yarumal en 1994. Le bureau du Procureur Général de la Nation a émis des ordonnances d'abandon des poursuites en 1996 et 2000, et c'est seulement dix ans plus tard, en 2010, que la déposition d'un témoin clé a permis la réouverture des enquêtes par le bureau du Procureur pour les crimes et la création des "12 Apôtres". Ce témoin clé était Juan Carlos Meneses, commandant de la police de Yarumal en 1993 et 1994, qui a révélé dans un entretien avec le lauréat du prix Nobel de la paix, Adolfo Pérez Esquivel, le père Javier Giraldo, l'avocat Daniel Prado Albarracín et des juristes argentins en Argentine, des détails sur le parrainage du groupe paramilitaire par Santiago Uribe Vélez, alors que le policier occupait son poste à Yarumal.

En 2012, le Conseil d'État a établi dans le processus administratif que "les 12 Apôtres" étaient organisés par le maire de Yarumal, le commandant de la police municipale, le curé de la paroisse et certains commerçants. Depuis lors, on a entendu les versions des victimes, des ex-paramilitaires, des anciens officiers et des sous-officiers de la Force publique qui ont soutenu le groupe. Actuellement, Santiago Uribe Vélez est inculpé pour les crimes d'homicide qualifié pour le meurtre de Camilo Barrientos et association de malfaiteurs aggravée pour être co-fondateur des "12 Apôtres". Il a été emprisonné le 29 février 2016 et libéré le 15 mars 2018 après l'annulation de son ordre de détention pour avoir purgé la durée maximale de la détention préventive sans condamnation (deux ans).

En octobre et novembre 2017 ont eu lieu les audiences préparatoires, et le procès a commencé le 29 janvier 2018, présidé par le juge Jaime Herrera Niño de la première cour spécialisée d'Antioquia, dans lequel le Procureur délégué près la Cour Suprême Carlos Ibán Mejía porte l'accusation. Une dernière audience était prévue pour le 10 octobre et a été annulée à la dernière minute à la demande de la défense de Santiago Uribe Vélez. L'audience n'a pas été reprogrammée jusqu'à présent. Les plaidoiries finales sont programmées entre le 3 et le 7 décembre 2018.

Menaces et intimidation

Au cours de la procédure, Daniel Prado Albarracín a fait l'objet de menaces multiples et de harcèlement constant pour son rôle dans les enquêtes sur les violations graves des droits humains en tant que défenseur des droits humains et avocat des victimes. Cela comprend des coups de feu dans son bureau à Bogotá, une tentative de vol dans son bureau et une tentative d'attentat sur sa voiture. Le 29

février 2016, le bureau du Procureur a émis un mandat d'arrêt contre Santiago Uribe Vélez. Après cette date, les incidents de sécurité contre l'avocat représentant les victimes ont commencé à augmenter. Ainsi, par exemple, quelques jours après la capture de Santiago Uribe Vélez, le frère de l'accusé, l'ancien président et actuel sénateur Álvaro Uribe Vélez, a accusé dans une vidéo publique Daniel Prado d'être un combattant de la guérilla. D'autre part, le 2 novembre 2017, quelques jours après le début des audiences préparatoires de l'affaire, Daniel Prado a été menacé de mort dans un appel enregistré sur son téléphone fixe avec le message suivant : "Tu vas mourir, nous allons te tuer." Par ailleurs, le 30 août 2018, dernier jour de l'audience, Prado est rentré de Medellín à Bogotá en bus accompagné par PBI Colombie. Pendant une demi-heure, une moto a suivi le bus ; le conducteur de la moto regardait Daniel Prado, simulant avoir une arme cachée dans sa veste.

De la même façon, des témoins et des officiers judiciaires liés à l'affaire ont reçu eux-mêmes des menaces ou ont été victimes d'assassinat. Ainsi, le 14 avril 2018, Carlos Enrique Areiza Arango, témoin dans l'affaire et ancien membre d'un groupe de paramilitaires, a été assassiné près de Medellín. Areiza Arango avait été l'un des nombreux témoins mis sous la protection de l'État par ordonnance de la Cour suprême et il était prévu qu'il témoigne dans l'affaire de manipulation de témoins impliquant les frères Uribe et les groupes paramilitaires. En réponse au meurtre, Álvaro Uribe a publié un message sur Twitter dans lequel il décrit Areiza comme "un bandit" et affirme qu'il est désormais "un bon homme mort".

Pour PBI, tous ces faits démontrent, s'il en était besoin, la sensibilité de ce procès emblématique et, en même temps, la nécessité de renforcer l'attention internationale et l'accompagnement des personnes menacées dans le cadre de cette affaire. Dans le contexte de la construction de paix, il est important que des enquêtes sérieuses soient menées sur des crimes tels que ceux com-

mis par ce groupe paramilitaire des "12 Apôtres", crimes qui ont été considérés par le Bureau du Procureur comme des "crimes contre l'humanité", en raison de leur caractère généralisé et systématique à l'encontre de groupes spécifiques de la société supposés alliés de la guérilla.

Lors de son passage à Bruxelles en novembre dernier, dans le cadre d'une tournée européenne de sensibilisation visant à susciter le soutien et la solidarité de la communauté internationale, l'avocat défenseur des droits humains Daniel Prado Albarracín a notamment été reçu par Maître Jean-Pierre Buyle, Président de l'ordre des barreaux francophones et germanophone de Belgique. Lors de sa visite aux Pays-Bas, il a aussi été reçu au Ministère des Affaires étrangères, en compagnie de membres de PBI.

Article du Projet Colombie



L'avocat Daniel Prado Albarracín devant le Ministère des Affaires étrangères néerlandais en compagnie d'une volontaire de PBI



Kenya

"Les droits humains ne sont pas un privilège" Interview de Stephen Mwangi, représentant de MSJC

Stephen Mwangi a grandi à Mathare, l'un des plus grands bidonvilles de Nairobi, où la violence est quotidienne et les violations des droits humains restent le plus souvent impunies. Etudiant en droit de 25 ans, Stephen travaille depuis 2015 avec le Mathare Social Justice Center (MSJC), où il coordonne les campagnes autour des exécutions extrajudiciaires. PBI lui a posé des questions sur son travail lors d'un séjour en Suisse.

Peux-tu nous parler de ton organisation et des campagnes contre les exécutions extrajudiciaires ?

Les violences commises par les forces de police dans les quartiers informels de Nairobi sont une menace perpétuelle pour les populations pauvres et marginalisées. Mon travail avec le MSJC consiste à lutter

contre la normalisation de ces violences qui peuvent aller de menaces, vols, viols, agressions physiques jusqu'à des exécutions sommaires. Nous collectons des données sur ces violences pour documenter les faits et les présenter aux autorités. Jusqu'à présent, nous avons répertorié 800 cas entre 2013 et 2017, en notant les noms des victimes et des agresseurs ainsi que les actions entreprises pour réparation.

Les campagnes que nous faisons ont deux buts : changer les mentalités pour contester la normalisation des situations violentes et un aspect légal, consistant à accompagner les familles des victimes au tribunal et obtenir des compensations.

Quels sont vos plus grands défis ?

Par nos démarches, nous sommes nous-mêmes exposés à des menaces et du harcèlement de la part de la police, et le centre a subi des attaques. La lutte contre les exécutions extrajudiciaires est un sujet nouveau et, plus le réseau grandira, plus on parlera du problème.

Comment est perçu votre travail par les communautés ? Et par les autorités ?

Petit à petit, les communautés réalisent que le comportement des policiers n'est pas normal et qu'il faut s'unir pour avoir du poids. Les mentalités changent, la population réalise l'ampleur du problème, même s'il est toujours très difficile de faire témoigner les habitants des bidonvilles. En effet, la peur de parler contre la police est très présente et les forces de l'ordre gardent l'habitude de s'en prendre à



Stephen Mwangi, représentant de MSJC

des individus lorsqu'ils sont isolés. L'envie de témoigner est là, mais la peur des répercussions domine encore, car les policiers n'aiment pas que des plaintes soient déposées contre des collègues. Par contre, le soutien de la population grandit : en juillet, nous avons organisé une marche avec les activistes et les communau-

tés depuis les quartiers défavorisés jusqu'au centre-ville pour déposer une pétition à propos des exécutions extrajudiciaires à l'attention du gouvernement et de l'ONU.

Quant aux autorités, elles ne répondent jamais aux cas individuels. Plus nous rapportons des cas, moins elles nous répondent. Par ailleurs, une réforme de la police a été promise depuis longtemps mais pour le moment, rien ne bouge.

Quel est l'apport de PBI dans votre travail ?

C'est un grand soulagement de savoir que des personnes veillent sur vous. L'accompagnement physique est une grande aide, la police est moins encline à nous intimider. Sans compter les nombreux contacts utiles que PBI nous apporte, comme à l'ONU ou avec le gouvernement qui ne nous recevrait pas autrement.

Quelles perspectives pour l'avenir ?

Le MSJC a grandi et des centres similaires ont ouvert dans d'autres bidonvilles de Nairobi comme Kayole et Dandora. Ainsi, les activistes se regroupent et augmentent ensemble leur réseau. Le réseau est un mot-clé : plus il y a de personnes qui se mobilisent contre la normalisation des violences, moins on sera marginalisés. Chacun est le bienvenu dans le mouvement, pas uniquement les activistes. Le peuple doit se battre pour ses droits ; les droits humains ne sont pas un privilège. Il faut en faire un sujet pour tous et arrêter de politiser la question. Cela permet également aux personnes de savoir quels sont leurs droits et comment dénoncer en cas de violation.

Article de PBI-Suisse



Colombia

Dagboek van een Brigadista in spé

De Nederlandse vrijwilliger Inge van der Spek, die ook in België geen onbekende is, nam in oktober 2018 deel aan een vormingsweek om zich voor te bereiden als PBI-vrijwilliger in Colombia volgend jaar. Zij vertelt haar indrukken over een intensieve week van training die ze heeft meegemaakt in Spanje.



Inge van der Spek

Eindelijk is het zover. Het is de derde week van oktober, en na maanden wachten is het nu tijd voor de training en tevens laatste selectieronde om veldvrijwilliger te worden bij PBI Colombia. Vanaf Madrid neem ik een bus naar een kleinere stad in Spanje. Daar word ik – samen met de andere potentiële veldvrijwilligers – later op de dag op een plein verwacht, waar een andere bus zal

klaarstaan om ons naar de boerderij te brengen waar de training zal plaatsvinden.

Tijdens de busreis vanaf Madrid pak ik het programmaboekje van de trainingsweek er nog even bij. Terwijl ik dat doe tikt mijn buurvrouw me aan en vraagt of ik ook naar de training van PBI ga, zij gaat namelijk ook. Wat een leuk toeval! De rest van de busreis maken we kennis en mijn eerste vriendschap is gesloten met deze spontane Mexicaanse. Als we uitstappen blijken er ook al een aantal anderen te zijn, en we besluiten ergens koffie te drinken om de uurtjes te overbruggen voordat we verwacht worden op het plein. Als we ons dan eindelijk verzamelen op het plein blijkt de groep erg divers te zijn. Er zijn mensen uit Mexico, Spanje, Duitsland, Italië, Frankrijk, Argentinië, Canada, Zwitserland én Nederland.

We stappen in de bus en worden meegenomen naar 'La Granja', een oude boerderij met veel dieren en een paar groepsaccommodaties. Die eerste dag vliegt voorbij met kennismakingsspelletjes, een heerlijke lunch en een rondleiding over de grote boerderij. De kop is eraf, en ik kan alleen nog maar uitkijken naar de rest van de week! De volgende dag begint dan ook het inhoudelijke programma. We hebben het over de geschiedenis en politieke situatie van Colombia, en moeten tussen het luisteren door ook groepsopdrachten maken en presentaties geven.

Deze groepsopdrachten blijken een centraal element gedurende de hele week. Ook als we het hebben over andere onderwerpen zoals het mandaat van PBI, het maken van beslissingen, fysieke en emo-

tionele begeleiding van mensenrechtenverdedigers, stress en angst worden we vaak in groep gezet om te discussiëren en opdrachten te maken. Ook doen we rollenspellen om te testen hoe we reageren in bepaalde situaties. Dankzij deze groepsopdrachten maar ook dankzij de gezellige lunchpauzes en avonden ontstaat er ook al snel een écht groepsgevoel. Wat een fijne mensen die ik in deze week heb ontmoet, ik krijg het gevoel alsof ik ze al veel langer ken.



Groep van de training in Spanje

Helaas vliegt de week voorbij, en is het op zaterdag tijd voor het keuzemoment. Iedereen wordt één voor één op een kantoortje geroepen, en krijgt daar te horen of ze uiteindelijk mee mogen naar Colombia of niet. De zenuwen die ik had aan het begin van de week waren langzaam aan gekalmeerd, maar op deze laatste dag gieren ze weer door mijn lijf. Door deze week weet ik alleen nog maar zekerder dat ik met PBI naar Colombia wil, duimen dus. Eindelijk word ik naar binnen geroepen en krijg ik te horen dat.. ik naar Colombia mag! Ik spring een gat in de lucht, wat ben ik blij. Ik krijg een usb-stick mee met informatie om me te kunnen voorbereiden de komende maanden voordat ik in mei zal vertrekken.

Niet iedereen van de groep is geselecteerd, maar het grootste deel gelukkig wel. We nemen afscheid en iedereen gaat weer terug naar huis. Tot over een paar maanden in Bogotá!

Inge van der Spek



Verslag 20-jarig bestaan van de VN-verklaring over mensenrechtenverdedigers

Eind september kwamen 40 mensenrechtenverdedigers uit Noord/Zuid Amerika, Europa, Afrika en Azië samen in Brussel om te praten over hun ervaringen met en kennis van holistische bescherming. Dit in het kader van 20-jarig bestaan van de VN-verklaring over mensenrechtenverdedigers. In het gesprek kwamen zowel de gemeenschappelijke uitdagingen en risico's als de gemeenschappelijke benodigdheden aan bod. Analyse van deze gesprekken leidde tot het identificeren van kernboodschappen en aanbevelingen aan politieke actoren in de Europese Unie en haar lidstaten. De uitkomsten van deze dagen leest u hieronder.

Als we de situatie van mensenrechtenverdedigers in de afgelopen 20 jaar, waarin de Universele Verklaring voor Mensenrechtenverdedigers werd gepromoot, afgewogen, zien we dat we ons werk ondernemen in steeds vijandigere situaties en dat we geconfronteerd worden met risico's zoals criminalisering en de repressie van sociaal protest en de toename van moorden en sociale conflicten. Dit laatste, zo werd geconcludeerd, komt vooral door het opleggen van economische projecten en religieus fundamentalisme.

Tegenover dit negatieve scenario wilden we reflecteren op onze prestaties. We zien bijvoorbeeld dat mensenrechtenbewakingsbewegingen zijn toegenomen en versterkt in de landen waar PBI projecten onderhoudt. We wijzen ook op de historische uitspraken van het Inter-Amerikaanse Hof en in bepaalde staten, zoals het vonnis voor genocide in Guatemala. We van mening dat we een grotere hoeveelheid ruimte hebben om op te treden en deel te nemen als mensenrechtenverdedigers. In bepaalde landen zijn geleidelijk bepalingen aangenomen die de rechtsstaat versterken, zoals de Keniaanse grondwet in 2010. Deze successen hebben aangedrongen op noodzakelijke veranderingen, zodat samenlevingen eerlijker en democratischer kunnen worden en ze benadrukken het belang van het blijven ondersteunen en bescherm mensenrechtenverdedigers.

Vanuit PBI's veldprojecten in Mexico, Guatemala, Honduras, Colombia, Kenia, Nepal en Indonesië waren er uiteindelijk 13 mensenrechtenverdedigers aanwezig bij de evenementen in Brussel. Zij woonden o.a. verschillende ontmoetingen bij met de mensenrechten en geografische afdelingen van de Europese Dienst voor extern optreden (EDEO) en de politieke vertegenwoordigers van de leden van het

Europees Parlement. Deze politieke actoren uit de Europese Unie hebben de gelegenheid gehad om te luisteren naar de analyse en bevindingen van de vorige sessies en directe getuigenissen van de mensenrechtenverdedigers, advocaten, verdedigers van de rechten van vrouwen, LGBTI-rechten, economische, sociale en culturele rechten en anderen die dagelijks geconfronteerd worden met geweld. Zij deelden aanbevelingen over o.a. het erkennen van het werk van mensenrechtenverdedigers en het verbeteren van



Groep van de deelnemers aan het evenement in Brussel

hun bescherming vanuit een holistische perspectief.

Ter afsluiting van het evenement in Brussel werkte PBI samen met de permanente vertegenwoordiging van Oostenrijk bij het organiseren van een conferentie tussen mensenrechtenverdedigers, internationale deskundigen van de VN, vertegenwoordigers van de EDEO, de algemene handelsregering van de Europese Commissie en permanente vertegenwoordigers van de lidstaten en internationale mensenrechtenorganisaties. Tijdens dit evenement werd het belang van goede communicatie als een krachtig instrument en bescherming door zichtbaarheid benadrukt. Daarnaast werd ook de nadruk gelegd op de noodzaak om fondsen te werven, netwerken te bevorderen en ondersteunen en het creëren van wetgeving ten behoeve van de bescherming van mensenrechtenverdedigers. De vertegenwoordigers van het maatschappelijk middenveld drongen aan op de noodzaak om bindende wetgeving in de EU te bevorderen die de due diligence van bedrijven reguleert en die effectieve mechanismen vaststelt voor mensenrechtenverdedigers om toegang te krijgen tot het rechtssysteem.

Artikel van PBI-Nederlanden

